



BILAN DE L'AN 2 DANS L'ÉDUCATION DU REGIME DU PRESIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE FOCUS SUR 2026 ET APPEL A L'ACTION

L'analyse de l'an 2 du secteur éducatif, structurée autour de l'accès, de la qualité et de la gouvernance, révèle un contraste marqué entre des ambitions politiques affichées et des réalités de terrain préoccupantes.

État des lieux des trois piliers stratégiques de la politique éducative

- **Accès équitable.** Malgré des efforts enregistrés dans la promotion de l'éducation non formelle avec une meilleure intégration des *daaras* et un renforcement de la formation professionnelle, les indicateurs demeurent inquiétants. On dénombre 1,5 million d'enfants hors structures éducatives, un déficit d'enseignants dans plusieurs disciplines et la faiblesse du taux de préscolarisation évalué à 25,2% (RNSE 2024). Le taux de scolarisation à l'élémentaire chute drastiquement, passant de 85,9% en 2020 à 84,2% en 2023 et 82,2% en 2024. Les zones rurales souffrent d'un manque d'infrastructures, tandis que les zones urbaines font face à des classes surpeuplées.
- **Qualité améliorée.** Si la création des LYNAQE et la suppression du concours d'entrée en sixième sont notables, les résultats restent encore faibles pour tous les cycles d'enseignements. La résorption des abris provisoires dont le processus a été lancé en juillet 2025 marque toujours le pas, et l'école publique continue de subir des dysfonctionnements structurels permanents et injustes.
- **Gouvernance transparente.** L'ouverture du ministre de tutelle et la signature d'un pacte de stabilité sont des signaux positifs, même si les syndicats du secteur ne se sentent pas engagés. Toutefois, l'absence de données actualisées avec le dernier RNSE qui date de 2024, et les grèves récurrentes d'enseignants, d'élèves et d'étudiants secouent fortement le secteur.

Focus sur 2026 : Le spectre d'une année chaotique

Le contexte de la présente année scolaire est plus que saisissant. Les cris de détresse des apprenants, parents et partenaires ne sont toujours pas entendus. Les stratégies de dénigrement, de confrontation et de dialogue de sourds doivent être bannies. Le bras de fer actuel entre le gouvernement (droit de ponctions salariales) et les enseignants (droit de grève) se fait au détriment des élèves (droit à l'éducation). Il urge d'apprendre des traumatismes vécus en 1988 avec une « année blanche » et en 1994 avec une « année invalide », suite à des manifestations d'élèves et d'étudiants. Le Sénégal ne peut se permettre une nouvelle rupture qui entacherait durablement son image.

Qu'est-ce qu'une ANNEE BLANCHE, une ANNEE INVALIDE dans le domaine de l'éducation ?

Dans le cas d'une « année blanche », l'année est annulée pour tous les élèves sans que cela ne soit considéré comme un redoublement. Quand une année est « invalide », l'année est annulée entraînant le redoublement de tous les élèves. Il appartient à la majorité jusqu'ici silencieuse des citoyens, sans considération aucune d'appartenance ou d'intérêt catégoriel, de se lever pour sauver l'année et exiger du gouvernement et des syndicats de s'entendre pour enfin sauver l'école.

L'Appel à l'action de la COSYDEP

L'heure est grave mais l'espoir est permis : il faut agir de façon généreuse, pragmatique et efficace. L'heure est à la mobilisation citoyenne pour exiger un compromis autour d'un accord minimal. La COSYDEP préconise ainsi une sortie de crise immédiate durant cette dernière semaine de vacances :

- **Pour le Gouvernement :** Annuler les ponctions sur les salaires, appliquer les accords de base et planifier le règlement des points résiduels.
- **Pour les Syndicats du G7 :** Signer l'accord minimal, suspendre les grèves et accepter un plan de rattrapage rigoureux du quantum horaire.
- **Pour tous les acteurs :** Manifester une volonté commune d'apaisement et de responsabilité pour permettre de sortir de cette crise, dans l'intérêt supérieur de l'école et de la Nation.

Engager résolument la refondation systémique

Pour transformer l'ambition politique en résultats tangibles, trois axes de réforme sont impératifs :

1. **Globalité :** Adopter une approche inclusive pour éviter les réformes fragmentées et isolées.
2. **Proactivité :** Instituer une écoute constructive des partenaires sociaux et des alertes de terrain.
3. **Cadre normatif :** Actualiser la Loi d'orientation et adopter un Code de l'enfant pour le protéger contre les fléaux tels que la pédo-criminalité, l'extrémisme violent, les méfaits du numérique, ...

Si la volonté politique est affirmée, son exécution reste encore incomplète. Le défi majeur réside désormais dans une coordination équitable et diligente des réformes, afin de vider les questions d'ordre matériel et d'engager une transformation résolue des intentions en résultats concrets.

L'école, Notre parti : la COSYDEP se mobilise et mobilise